



Sans dispositions drastiques en rapport avec l'intensité de la pandémie, qui peut croire que cette rentrée ne sera pas catastrophique ?

Depuis le début de la pandémie, nous savons que l'école est devenue un enjeu économique majeur pour ce gouvernement qui décide de la maintenir ouverte coûte que coûte, aux dépens de la sécurité des personnels comme des élèves. Cette rentrée de janvier 2022 ne déroge pas à la règle : explosion de l'épidémie en France avec plus de 200 000 cas par jour que le ministre de la santé qualifie de véritable « raz de marée », un taux de contamination de près de 1 000/100 000 chez les moins de 10 ans, alerte de cinquante professionnels de santé qui s'inquiètent des conditions de cette rentrée (relayée par le JDD le 26 décembre), inquiétudes du Conseil scientifique qui estimait, le 23 décembre, qu'il y aurait 1/3 des enseignants qui seraient touchés de façon directe ou indirecte par le COVID **et le ministre ne change rien... Pire, il persiste avec mensonges, attermoissements et contradictions.**

Le 28 décembre, il déclarait sur France Inter : « *Vu la contagiosité du variant, il y a un risque d'absentéisme accru. Nous débloquerons tous les moyens pour y faire face, notamment en moyens de remplacement, en capacité de recrutement de contractuels et de vacataires, en mobilisation, par exemple de jeunes retraités de l'éducation nationale* » puis il annonçait qu'il faudra plusieurs tests, deux ou trois pour revenir en classe, déclaration aussitôt démentie par les services de son ministère.

Désorganisation, ordres et contre-ordres, protocoles bidons, cacophonie, amateurisme et irresponsabilité...

Le Gouvernement sacrifie délibérément la santé, voire la vie des agents, salariés tout en qualifiant avec un cynisme des plus abjects les futurs contaminés, d' « absentéistes ». **Mais comme le dit notre ministre, expert en la matière : « il faut brasser de l'air ».**

Lorsque le SNUDI-FO 53 ne cessait de réclamer des masques, des tests, des vaccins, des recrutements statutaires, on nous répondait que les masques et les tests étaient inutiles, que les élèves n'étaient pas contaminants... Nous n'oublions pas.

Aujourd'hui, alors que la situation s'aggrave, c'est à nouveau la désorganisation qui est générée par notre ministère avec sa doctrine de « l'école ouverte » mais sans sécurité sanitaire efficace. Dans les jours à venir, il faut s'attendre à une nouvelle pagaille dans les écoles, la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves va immanquablement se poursuivre !

La seule issue, c'est la satisfaction des revendications :

Des postes statutaires pour faire baisser les effectifs et assurer le remplacement de tous les enseignants avec l'ouverture immédiate des listes complémentaires ;

Des postes statutaires pour les missions de dépistage dans les écoles (infirmières scolaires, médecins scolaires...)

Des capteurs CO2 et des purificateurs d'air dans toutes les classes ;

Des masques FFP2 à disposition et en quantité ;

Des dépistages systématiques ;

La fermeture des classes pour 7 jours dès l'annonce d'un cas positif avec retour conditionné à la présentation d'un test négatif, personnels et élèves, à l'issue de cette période ;

Le SNUDI-FO 53 ne s'en tiendra pas, pour ce qui le concerne, aux mots. Il décide le dépôt dès la rentrée d'une procédure d'alerte pour contraindre l'administration de l'Education Nationale, employeur et donc garant de la sécurité et de la santé de ses salariés, à arrêter les dispositions qui s'imposent au regard du « raz-de-marée » épidémique. Il invite tous les enseignants et AESH à participer à la réunion en visio le mardi 4 janvier à 17h30.

Laval, le 30 décembre 2021

SNUDI-FO 53 Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs, Professeurs des écoles, PsyEN et AESH

10, rue du Dr. Ferron – BP 1037 – 53010 Laval Cedex

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr – Facebook : @snudifomayenne – Twitter : @SNUDIFO53